

Considérant que les gestionnaires d'hospitaux doivent être informés sans tarder des conditions et règles de financement des hôpitaux, notamment quant aux taux d'intérêts des crédits à court terme pris en considération,

Arrête :

Article 1er. Le taux d'intérêt le plus bas du marché visé à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 2 août 1986 fixant pour les hôpitaux et les services hospitaliers, les conditions et règles de fixation du prix de journée, du budget et de ses éléments constitutifs, ainsi que les règles de comparaison du coût et de la fixation du quota des journées d'hospitalisation, est fixé à 13,11 % pour 1990.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 juin 1991.

Ph. BUSQUIN

Overwegende dat de ziekenhuisbeheerders dringend in kennis moeten gesteld worden van de voorwaarden en regelen voor de financiering van de ziekenhuizen, inzonderheid wat de interestvoeten betreft van de korte termijnkredieten die in aanmerking worden genomen,

Besluit :

Artikel 1. De laagste interestvoet van de markt, bedoeld onder artikel 21 van het ministerieel besluit van 2 août 1986, houdende bepaling van de voorwaarden en regelen voor de vaststelling van de verpleegdagprijs, van het budget en de onderscheidene bestanddelen ervan, alsmede van de regelen voor de vergelijking van de kosten en voor de vaststelling van het quotum van verpleegdagen voor de ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten wordt, voor 1990 vastgesteld op 13,11 %.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de datum van publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Gegeven te Brussel, 5 juni 1991.

Ph: BUSQUIN

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 91 — 1819

3 JUIN 1991. — Arrêté royal relatif à l'admission à titre transitoire des militaires du cadre temporaire comme militaire de carrière ou de complément

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, notamment les articles 61, 62 et 65;

Vu l'arrêté royal du 18 février 1991 mettant en vigueur certaines dispositions de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif, notamment l'article 1er, 1°;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale;

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1er. — *Passage comme militaire de carrière ou de complément des militaires du cadre temporaire qui ont au moins quatre ans de service dans leur catégorie de personnel*

Article 1er. Le présent chapitre s'applique aux militaires du cadre temporaire qui sont dans les conditions suivantes :

- 1° être en service le 1er janvier 1991;
- 2° être entré en service dans leur catégorie de personnel avant le 1er janvier 1987;
- 3° avoir au moins quatre ans de service dans la catégorie de personnel visée au 2°.

Art. 2. En 1991 et 1992 des passages comme militaire de carrière ou de complément sont organisés pour les militaires visés à l'article 1er suivant les règles fixées par l'article 61, alinéa 3, de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif.

Art. 3. § 1er. Afin de se porter candidat et de participer aux épreuves de passage, tout militaire visé à l'article 1er peut souscrire un rengagement de deux ans aux conditions suivantes :

1° par l'effet du rengagement de l'intéressé la durée maximale de dix ans de service dans sa catégorie de personnel ne sera pas dépassée;

2° l'intéressé doit, au moment de la signature de son rengagement, poser sa candidature à un passage en 1991 et à un passage en 1992.

Pour les officiers temporaires qui souhaitent passer dans la catégorie des officiers de complément, la durée du rengagement peut être de trois ans, si une telle durée est nécessaire pour qu'un tel passage soit autorisé.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 91 — 1819

3 JUNI 1991. — Koninklijk besluit betreffende het voorlopig opnemen van de militairen van het tijdelijk kader als beroeps- of aanvullingsmilitair

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op de artikelen 61, 62 en 65;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 februari 1991 tot inwerkingstelling van sommige bepalingen van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader, inzonderheid op artikel 1, 1°;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Overgang van de militairen van het tijdelijk kader die minstens vier jaar dienst hebben in hun personeelscategorie naar de beroeps- of aanvullingsmilitairen*

Artikel 1. Dit hoofdstuk is toepasselijk op de militairen van het tijdelijk kader die aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° in dienst zijn op 1 januari 1991;
- 2° vóór 1 januari 1987 in hun personeelscategorie in dienst zijn getreden;
- 3° ten minste vier jaar dienst hebben in de in 2° bedoelde personeelscategorie.

Art. 2. In 1991 en 1992 worden voor de militairen bedoeld in artikel 1 overgangen naar de beroeps- of aanvullingsmilitairen georganiseerd volgens de regels vastgelegd in artikel 61, derde lid van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader.

Art. 3. § 1. Iedere in artikel 1 bedoelde militair kan met het oog op zijn kandidaatstelling en deelneming aan de overgangsexamens een wederdienstneming van twee jaar aangaan op de volgende voorwaarden :

1° de betrokkene mag door zijn wederdienstneming de maximum tijdsduur van tien jaar dienst in zijn personeelscategorie niet overschrijden;

2° de betrokkene moet zich op het ogenblik dat hij zijn wederdienstneming ondertekent kandidaat stellen voor een overgang in 1991 en een overgang in 1992.

Voor de tijdelijke officieren die willen overgaan naar de categorie van de aanvullingsofficieren kan de wederdienstnemingstijd drie jaar bedragen indien die tijdsduur nodig is wil een dergelijke overgang worden toegestaan.

§ 2. Afin de se porter candidat et de participer aux épreuves de passage, tout militaire visé à l'article 1er peut souscrire un rengagement d'un an aux conditions suivantes :

1° par l'effet du rengagement de l'intéressé, la durée maximale de dix ans de service dans sa catégorie de personnel ne sera pas dépassée;

2° l'intéressé doit, au moment de la signature de son rengagement, poser sa candidature à un passage soit en 1991, soit en 1992.

Pour les officiers temporaires qui souhaitent passer dans la catégorie des officiers de complément, la durée du rengagement peut être de deux ans si une telle durée est nécessaire pour qu'un tel passage soit autorisé.

§ 3. Tout militaire visé à l'article 1er qui s'est classé en ordre utile en 1990, en 1991 ou 1992 aux épreuves de passage de militaire temporaire à officier ou sous-officier de carrière, peut souscrire un rengagement d'un an en vue de suivre la formation complémentaire prévue pour le passage, pour autant que, par l'effet de ce rengagement, la durée maximale de dix ans de service dans sa catégorie de personnel ne soit pas dépassée.

CHAPITRE II. — Passage comme militaire de complément des militaires du cadre temporaire qui ont moins de quatre ans de service dans leur catégorie de personnel

Art. 4. Le présent chapitre s'applique aux militaires du cadre temporaire qui remplissent les conditions suivantes :

1° être en service le 1er janvier 1991;

2° être entré en service dans leur catégorie de personnel soit après le 1er janvier 1987, soit avant le 1er janvier 1987, mais sans avoir quatre ans de service dans leur catégorie de personnel.

Art. 5. Tout militaire du cadre temporaire visé à l'article 4 peut être admis d'office comme militaire de complément de sa catégorie de personnel s'il remplit les conditions suivantes :

1° avoir effectué au moins quatre années de service actif depuis sont entrée en service comme candidat militaire temporaire de sa catégorie de personnel;

2° ne pas avoir renoncé à cette possibilité de passage avant l'expiration de son engagement ou rengagement en cours le 1er janvier 1991;

3° avoir réussi l'épreuve professionnelle prévue à l'article 9 et, le cas échéant, l'épreuve linguistique prévue aux articles 6 ou 7 suivant la catégorie de personnel à laquelle il appartient.

Art. 6. Pour être admis comme officier de complément, l'officier temporaire doit satisfaire à l'épreuve sur la connaissance approfondie de la première langue prévue à l'article 2 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée ainsi qu'à l'épreuve sur la connaissance effective de la seconde langue prévue aux articles 3 et 4 de la même loi et à l'épreuve visée à l'article 9.

Art. 7. Pour être admis comme sous-officier de complément, le sous-officier temporaire doit satisfaire à l'épreuve sur la connaissance effective de la langue prévue à l'article 8 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée ainsi qu'à l'épreuve visée à l'article 9.

Art. 8. Sont dispensés des épreuves visées aux articles 6 et 7, les officiers et sous-officiers temporaires qui ont réussi antérieurement les épreuves prescrites par la loi du 30 juillet 1938.

Art. 9. Pour être admis comme militaire de complément, le militaire temporaire doit réussir une épreuve professionnelle.

Cette épreuve est spécifique à la force, à la catégorie de personnel et, selon le cas, au corps, au groupe d'emplois, à l'emploi ou à la fonction de l'intéressé.

Le Ministre de la Défense nationale fixe la matière, les modalités d'organisation ainsi que les règles de notation de l'épreuve.

Pour réussir, le candidat doit obtenir la moitié des points attribués à l'ensemble de l'épreuve.

En cas d'échec, le candidat est autorisé à se représenter à cette épreuve dans un délai d'un mois au plus tôt et au plus tard avant la fin de la session d'examen visée à l'article 10.

Art. 10. § 1er. Les sessions d'examen ont une durée d'un an, dont le Ministre de la Défense nationale fixe le début et la fin.

Il est organisé des sessions d'examen aussi longtemps qu'il y a des militaires du cadre temporaire qui sont dans les conditions pour y participer.

§ 2. Iedere in artikel 1 bedoelde militair kan met het oog op zijn kandidaatstelling en deelneming aan de overgangsexamens een wederdienstneming van één jaar aangaan op de volgende voorwaarden :

1° de betrokkene mag door zijn wederdienstneming de maximum tijdsduur van tien jaar dienst in zijn personeelscategorie niet overschrijden;

2° de betrokkene moet zich op het ogenblik dat hij zijn wederdienstneming ondertekent kandidaat stellen voor een overgang hetzij in 1991, hetzij in 1992.

Voor de tijdelijke officieren die willen overgaan naar de categorie van de aanvullingsofficieren kan de wederdienstnemingstijd twee jaar bedragen indien die tijdsduur nodig is wil een dergelijke overgang worden toegestaan.

§ 3. Iedere in artikel 1 bedoelde militair die in 1990, 1991 en 1992 na afloop van de examens voor de overgang van tijdelijk militair tot beroepsofficier of onderofficier in aanmerking komt, kan een wederdienstneming aangaan voor één jaar teneinde de aanvullende opleiding die volgen die voor die overgang is voorgeschreven, voor zover de maximum tijdsduur van tien jaar in zijn personeelscategorie door die wederdienstneming niet wordt overschreden.

HOOFDSTUK II. — Overgang van de militairen van het tijdelijk kader die minder dan vier jaar dienst hebben in hun personeelscategorie naar de aanvullingsmilitaire

Art. 4. Dit hoofdstuk is toepasselijk op de militairen van het tijdelijk kader die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° in dienst zijn op 1 januari 1991;

2° in dienst zijn getreden in hun personeelscategorie na 1 januari 1987, of vóór 1 januari 1987, zonder evenwel vier jaar dienst te hebben in hun personeelscategorie.

Art. 5. Iedere in artikel 4 bedoelde militair van het tijdelijk kader kan van ambtswege als aanvullingsmilitair van zijn personeelscategorie worden opgenomen indien hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° ten minste vier jaar werkelijke dienst hebben vervuld sedert hij als kandidaat-tijdelijke militair van zijn personeelscategorie in dienst is getreden;

2° vóór het einde van zijn op 1 januari 1991 lopende dienstneming of wederdienstneming niet afgezien hebben van deze overgangsmogelijkheid;

3° geslaagd zijn voor het in artikel 9 bedoelde vakexamen en, in voorkomend geval, voor het in de artikelen 6 of 7 bedoelde taalexamen naargelang van de personeelscategorie waartoe hij behoort.

Art. 6. Om te worden opgenomen als aanvullingsofficier, moet de tijdelijke officier geslaagd zijn voor het examen over de grondige kennis van de eerste taal zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger en voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede taal overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van dezelfde wet en voor de proef bedoeld in artikel 9.

Art. 7. Om te worden opgenomen als aanvullingsofficier, moet de tijdelijke onderofficier geslaagd zijn voor het examen over de werkelijke kennis van de taal, zoals bepaald in artikel 8 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger en voor de proef bedoeld in artikel 9.

Art. 8. Van de taalexamens bedoeld in de artikelen 6 en 7 zijn vrijgesteld de tijdelijke officieren en onderofficiëren die vroeger geslaagd zijn voor de taalexamens voorgeschreven bij de wet van 30 juli 1938.

Art. 9. Om te worden opgenomen als aanvullingsmilitair, moet de tijdelijke militair slagen in een professionele proef.

Deze proef is specifiek aan het krijgsmachtdeel, aan de personeelscategorie en, naargelang van het geval, aan het korps, de armbtengroep, het ambt of de functie van betrokkene.

De Minister van Landsverdediging stelt de examenstof, de wijze waarop het examen wordt georganiseerd en de regels voor de beoordeling van het examen vast.

Om te slagen, moet de kandidaat de helft van de punten behalen voor het geheel van de proef.

In geval van afwijzing mag de kandidaat deze proef opnieuw afleggen op zijn vroegst na één maand en uiterlijk vóór het einde van de in artikel 10 bedoelde examenperiode.

Art. 10. § 1. De examenperiodes duren één jaar, waarvan de Minister van Landsverdediging het begin en het einde vaststelt.

Er worden examenperiodes georganiseerd zolang er militairen van het tijdelijk kader zijn die de voorwaarden vervullen om eraan deel te nemen.

§ 2. Sont inscrits d'office à la session d'examen annuelle visée au § 1er, les militaires temporaires visés à l'article 4 qui :

1° à la date où prend cours une session annuelle, ont effectué au moins deux ans de service actif dans leur catégorie de personnel du cadre temporaire;

2° n'ont pas participé deux fois consécutivement à une session d'examen;

3° à la suite de leur engagement ou rengagement en cours ou d'un rengagement autorisé, peuvent rester en service ou sont tenus de servir jusqu'à la fin de la session d'examen.

§ 3. Le militaire temporaire qui ne participe pas à une des épreuves d'une session d'examen est considéré comme ayant échoué à cette épreuve.

Art. 11. § 1er. Dans chaque force et au service médical, il est constitué une commission de délibération chargée de juger, selon les normes prévues à l'article 9, alinéa 4, les résultats aux épreuves visées à ce même article et qui décide, selon les normes prévues à l'article 9, si un militaire temporaire a réussi l'épreuve de passage.

§ 2. Cette commission est présidée par le chef d'état-major de la force ou le chef du service médical ou par l'officier général ou supérieur désigné par lui.

Sont en outre membres de la commission de délibération de la force ou du service médical :

1° deux officiers désignés par le chef d'état-major de la force ou par le chef du service médical;

2° les commandants des grands commandements auxquels les candidats appartiennent ou leur délégué.

Un officier désigné par le chef d'état-major de la force ou par le chef du service médical assume les fonctions de secrétaire.

Art. 12. Dès qu'il satisfait aux conditions de l'article 5, le militaire temporaire est admis comme militaire de complément de sa catégorie de personnel au plus tard à la fin de la session d'examen en cours.

L'admission comme militaire de complément est décidée par Nous en ce qui concerne les officiers et par le Ministre de la Défense nationale en ce qui concerne les sous-officiers et les volontaires.

Les militaires temporaires visés à l'article 4 sont admis comme militaire de complément avec leur grade et leur ancienneté dans ce grade; ils sont classés à la suite des militaires de carrière et de complément de même grade et de même ancienneté dans ce grade.

Art. 13. Le militaire temporaire visé à l'article 4 qui n'a pas encore effectué quatre ans de service actif dans sa catégorie de personnel au terme de son engagement ou de son rengagement en cours, est autorisé à souscrire un rengagement pour le nombre d'années entières nécessaire pour satisfaire à la condition visée à l'article 5, 1°, pour autant qu'il satisfasse à la condition visée à l'article 5, 2°.

Le militaire temporaire visé à l'article 4 qui satisfait à la condition visée à l'article 5, 1°, peut souscrire un rengagement d'un an s'il satisfait à la condition visée à l'article 5, 2° et n'a pas encore participé à deux sessions d'examen.

CHAPITRE III. — Mesures transitoires particulières

Art. 14. Le candidat officier du cadre temporaire qui, après le 1er janvier 1991, perd sa qualité de candidat-officier temporaire pour des raisons d'étude, et qui ne peut pas être réintégré comme sous-officier de carrière, candidat sous-officier de carrière ou volontaire de carrière peut, à sa demande, bénéficier de l'application des articles 61 ou 62 de la loi du 21 décembre 1991 portant statut des candidats militaires du cadre actif en qualité de :

1° sous-officier temporaire s'il a possédé cette qualité auparavant;

2° candidat sous-officier temporaire s'il a possédé cette qualité auparavant;

3° volontaire temporaire s'il a possédé la qualité de candidat officier de carrière, volontaire temporaire ou civil auparavant.

Le candidat-officier du cadre temporaire qui, après le 1er janvier 1991, perd cette qualité pour des raisons d'étude et qui ne peut pas être réintégré comme volontaire de carrière peut, à sa demande, bénéficier de l'application des articles 61 ou 62 de même loi en qualité de volontaire temporaire.

L'application soit de l'article 61, soit de l'article 62 de la même loi dépend de la date du premier engagement, après laquelle l'intéressé a été en service de façon interrompue.

§ 2. Voor de jaarlijkse examenperiode bedoeld in § 1 worden van ambtswege ingeschreven de tijdelijke militairen bedoeld in artikel 4 die :

1° op de datum waarop een jaarlijkse examenperiode aanvangt, ten minste twee jaar werkelijke dienst in hun personeelscategorie van het tijdelijk kader vervuld hebben;

2° geen twee opeenvolgende keren deelgenomen hebben aan een examenperiode;

3° tengevolge van hun lopende dienstneming of wederdienstneming of van een toegestane wederdienstneming in dienst kunnen blijven of gehouden zijn tot aan het einde van de examenperiode te dienen.

§ 3. De tijdelijke militair die niet deelneemt aan één der examens van een examenperiode wordt geacht te zijn gezakt voor die proef.

Art. 11. § 1. Bij elk krijgsmachtdeel en bij de medische dienst wordt een deliberatiecommissie opgericht die belast is met de beoordeling, volgens de normen vastgesteld in artikel 9, 4e lid, van de resultaten van de proeven bedoeld in dit zelfde artikel en die volgens de normen vastgesteld in artikel 9 beslist of een tijdelijke militair geslaagd is voor het overgangsexamen.

§ 2. Deze commissie wordt voorgezeten door de stafchef van het krijgsmachtdeel of de chef van de medische dienst of door de opper- of hoofdofficier door hem aangewezen.

Zijn bovendien leden van de deliberatiecommissie van het krijgsmachtdeel of van de medische dienst :

1° twee officieren aangewezen door de stafchef van het krijgsmachtdeel of door de chef van de medische dienst;

2° de commandanten van de grote commando's waartoe de kandidaten behoren of hun afgevaardigde.

Een officier aangewezen door de stafchef van het krijgsmachtdeel of door de chef van de medische dienst vervult de functie van secretaris.

Art. 12. De tijdelijke militair wordt zodra hij aan de voorwaarden van artikel 5 voldoet, uiterlijk aan het einde van de lopende examenperiode opgenomen als aanvullingsmilitair van zijn personeelscategorie.

Over de opneming als aanvullingsmilitair wordt door Ons beslist voor de officieren en door de Minister van Landsverdediging voor de onderofficieren en de vrijwilligers.

De tijdelijke militairen bedoeld in artikel 4 worden als aanvullingsmilitairen opgenomen met hun graad en hun anciënniteit in die graad; zij worden gerangschikt na de beroeps- en aanvullingsmilitairen met dezelfde graad en dezelfde anciënniteit in die graad.

Art. 13. De tijdelijke militair bedoeld in artikel 4 die, op het einde van zijn lopende dienstneming of wederdienstneming, nog geen vier jaar werkelijke dienst in zijn personeelscategorie vervuld heeft, mag een wederdienstneming aangaan voor het aantal volle jaren nodig om te voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, 1°, voor zover hij aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, 2°, voldoet.

De tijdelijke militair bedoeld in artikel 4 die voldoet aan de voorwaarde bedoeld in artikel 5, 1°, kan een wederdienstneming van één jaar aangaan indien hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5, 2°, en nog niet heeft deelgenomen aan twee examenperiodes.

HOOFDSTUK III. — Bijzondere overgangsmaatregelen

Art. 14. De kandidaat-officier van het tijdelijk kader die na 1 januari 1991 zijn hoedanigheid van kandidaat-tijdelijke officier verliest om studieredenen en die niet kan wederopgenomen worden als beroepsonderofficier, kandidaat-beroepsonderofficier of beroepsvrijwilliger kan, op zijn aanvraag, in aanmerking komen voor de toepassing van de artikelen 61 of 62 van de wet van 21 december 1990 houdende statut van de kandidaat-militairen van het actief kader in de hoedanigheid van :

1° tijdelijk onderofficier indien hij voordien die hoedanigheid had;

2° kandidaat-tijdelijk onderofficier indien hij voordien die hoedanigheid had;

3° tijdelijk vrijwilliger indien hij voordien de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier, tijdelijk vrijwilliger of burger had.

De kandidaat-onderofficier van het tijdelijk kader die na 1 januari 1991 deze hoedanigheid verliest om studieredenen en die niet kan wederopgenomen worden als beroepsvrijwilliger kan, op zijn aanvraag, in aanmerking komen voor de toepassing van de artikelen 61 of 62 van dezelfde wet in de hoedanigheid van tijdelijk vrijwilliger.

De toepassing van ofwel artikel 61, ofwel artikel 62 van dezelfde wet, hangt af van de datum van de eerste dienstneming waarna de belanghebbende ononderbroken in dienst is geweest.

Art. 15. L'officier temporaire qui, après le 1er janvier 1991 atteint le maximum des services dans sa catégorie et qui, avant d'entamer ces services, était soit sous-officier temporaire, soit candidat sous-officier temporaire, soit volontaire temporaire, mais ne peut être réintégré comme sous-officier de carrière, candidat sous-officier de carrière ou volontaire de carrière, peut continuer à servir dans cette qualité initiale jusqu'à concurrence du même maximum, mais uniquement en vue de l'application de cet article 61.

Le sous-officier temporaire qui, après le 1er janvier 1991 atteint le maximum des services dans sa catégorie et qui avant d'entamer ces services était volontaire temporaire, mais ne peut être réintégré comme volontaire de carrière, peut continuer à servir dans cette qualité initiale jusqu'à concurrence du même maximum, mais uniquement en vue de l'application de cet article 61.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1991.

Art. 17. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
G. COÛME

Art. 15. De tijdelijke officier die na 1 januari 1991 het maximum van de diensten bereikt in zijn categorie en alvorens deze diensten aan te vatten hetzij tijdelijk onderofficier, hetzij kandidaat-tijdelijk onderofficier, hetzij tijdelijk vrijwilliger was, maar die niet als beroepsonderofficier, kandidaat-beroepsonderofficier of beroeps-vrijwilliger wederopgenomen kan worden, kan in die oorspronkelijke hoedanigheid, tot het beloop van hetzelfde maximum verder dienen, maar slechts met het oog op de toepassing van dat artikel 61.

De tijdelijke onderofficier die na het maximum van de diensten bereikt in zijn categorie en alvorens deze diensten aan te vatten tijdelijk vrijwilliger was, maar die niet als beroeps-vrijwilliger wederopgenomen kan worden, kan in die oorspronkelijke hoedanigheid, tot het beloop van hetzelfde maximum verder dienen, maar slechts met het oog op de toepassing van dat artikel 61.

HOOFDSTUK IV. — Eindbepalingen

Art. 16. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 17. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 juni 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
G. COÛME

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 1820

24 JUNI 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 août 1984 relatif à l'accroissement d'allocations de transition aux jeunes qui satisfont à l'obligation scolaire à temps partiel en suivant un enseignement ou une formation à temps partiel (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier 1967, 10 octobre 1967, les arrêtés royaux n° 13 du 11 octobre 1978 et n° 28 du 24 mars 1982, et les lois des 22 janvier 1985 et 30 décembre 1988;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944.

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951.

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961.

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963.

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967.

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967.

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978.

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 30 décembre 1988, *Moniteur belge* du 5 janvier 1989.

Arrêté royal du 7 août 1984, *Moniteur belge* du 28 août 1984.

Arrêté royal du 31 juillet 1986, *Moniteur belge* du 14 août 1986.

Arrêté royal du 14 juillet 1987, *Moniteur belge* du 5 août 1987.

Arrêté royal du 22 juin 1988, *Moniteur belge* du 8 juillet 1988.

Arrêté royal du 26 juin 1989, *Moniteur belge* du 30 juin 1989.

Arrêté royal du 9 juillet 1990, *Moniteur belge* du 26 juillet 1990.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 1820

24 JUNI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1984 betreffende de toekenning van overbruggingsuitkeringen aan jongeren die aan de deeltijdse leerplicht voldoen door het volgen van deeltijds onderwijs of van een deeltijdse vorming (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari 1967, 10 oktober 1967, de koninklijke besluiten nr. 13 van 11 oktober 1978 en nr. 28 van 24 maart 1982, en de wetten van 22 januari 1985 en 30 december 1988;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944.

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951.

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961.

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963.

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967.

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967.

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978.

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 30 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 5 januari 1989.

Koninklijk besluit van 7 augustus 1984, *Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 1984.

Koninklijk besluit van 31 juli 1986, *Belgisch Staatsblad* van 14 augustus 1986.

Koninklijk besluit van 14 juli 1987, *Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1987.

Koninklijk besluit van 22 juni 1988, *Belgisch Staatsblad* van 8 juli 1988.

Koninklijk besluit van 26 juni 1989, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1989.

Koninklijk besluit van 9 juli 1990, *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1990.